

Service public

La bataille des boîtes aux lettres a débuté entre La Poste, les maires ruraux et les habitants

Les boîtes aux lettres jaunes de La Poste font parler d'elles dans l'Oise. L'administration essaie activement d'en supprimer dans les territoires ruraux. Au prétexte qu'elles ne reçoivent que très peu de courrier et que La Poste doit optimiser ses moyens. Mais cette décision ne passe pas. Ni auprès des élus du secteur, ni auprès des habitants qui continuent d'envoyer, même juste un peu, leur courrier via ces boîtes.

Ce jeudi soir, 5 juin, les maires de l'agglomération du Beauvaisis ont ainsi voté une motion contre la suppression des boîtes aux lettres sur leur territoire. Cette motion a fait l'unanimité. Le vote a eu lieu après la présentation d'un représentant du groupe La Poste, dont les explications n'ont pas convaincu les élus.

À MONTCHEVREUIL, DES HABITANTS PERDENT UN SERVICE

Un peu plus tôt ce printemps, c'est à Tirmont, petit hameau de Montchevreuil dans le sud-ouest de l'Oise, que le sujet s'est imposé. «Ça doit faire un petit mois, racontent les habitants ce samedi 31 mai, dépités. On n'a pas été prévenus...» La boîte jaune dans la rue principale a été entièrement scotchée et un message indique la nouvelle adresse pour déposer son courrier : trois kilomètres plus loin. Six kilomètres aller-retour.

Une distance que ne peuvent pas parcourir une partie des personnes âgées de ce bourg. «Le facteur passe devant de toute façon ! Donc ça ne change rien pour lui de s'arrêter, relever le courrier», pestent les habitants rencontrés. Mais La Poste reste sur sa décision : «La décision de retirer la boîte aux lettres de Tirmont début mai 2025, a été prise après analyse et repose sur un constat de sous-utilisation avérée par les 55 habitations constituant le hameau». Les premiers concernés assurent que, même en faible quantité, il y avait du courrier toutes les semaines. Et qu'ils sont désormais dépourvus de ce service.

LE MAIRE PLAIDE LA RÉOUVERTURE DES BOÎTES AUX LETTRES

Dans la commune de Montchevreuil, deux boîtes aux lettres sur quatre ont ainsi été supprimées. Celles qui recevaient le moins de courriers chaque semaine. Dans les hameaux de l'Ormeteau et de Tirmont. La Poste assure que la décision a été partagée «avec la mairie, en amont». Ce n'est pas la version du maire, Christian Gouspy, qui apprécie assez peu que ça lui retombe sur le dos.

«Je n'étais pas du tout d'accord pour cette fermeture, déclare-t-il ce vendredi 6 juin. Mais ça m'a été présenté comme une obligation. Alors j'ai réussi à négocier deux boîtes sur quatre. Au départ, ils voulaient aussi fermer Bachivillers [qui avait reçu 20 plis, d'après le comptage de La Poste]. J'ai appris qu'on me faisait porter le chapeau... La commune n'est pas responsable ! Un courrier est parti hier pour demander la réouverture de ce service, prévient Christian Gouspy. Surtout que ça ne coûte rien, le préposé aux postes passe devant de toute façon.»

UNE CHUTE DU COURRIER CHEZ LA POSTE

Dans sa réponse écrite, le groupe La Poste défend sa position : «En France, le parc de boîtes aux lettres de rue est supérieur à 122 000 qui sont collectées 6 jours sur 7. Le trafic déposé dans les boîtes aux lettres de rue (BAL) représente une toute petite partie du volume total de courrier confié directement à La Poste, majoritairement par les entreprises et les collectivités.»

«Ce maillage de boîtes à lettres a peu évolué depuis 2008 alors que La Poste est passée d'une distribution de 18 milliards de lettres en 2008 à 6 milliards en 2023 et qu'à l'horizon 2030 la projection est à 3 milliards de lettres.»

CERTAINS ACCÈS DANGEREUX ET DU TEMPS PERDU

En plus du volume, d'autres critères justifient ces fermetures selon

le service des postes. «Certaines BAL présentent un accès dangereux pour les clients et le facteur, lorsque le paysage urbain a évolué. Le recensement de ces BAL dangereuses, à retirer ou à relocaliser en priorité, se fait au niveau local. Par ailleurs, le trafic n'est pas le seul critère pris en compte : l'évolution de l'urbanisme de la commune, de la démographie et des lieux de vie des clients sont également pris en compte dans la discussion qui est menée avec les élus.»

Mais le principal motif reste le temps perdu par les facteurs pour aller ouvrir des boîtes vides. «Pour La Poste, il s'agit d'une optimisation de moyens, explique encore le groupe. L'objectif est d'éviter les déplacements inutiles en véhicule, éviter un détour et une perte de temps du facteur lorsque les boîtes aux lettres sont vides. Le mobilier retiré sera détruit ou recyclé dans la mesure du possible. La Poste étudiera au cas par cas les demandes exceptionnelles de réutilisation de BAL.» Il est aussi précisé que les lettres peuvent être données en main propre au facteur.

«CETTE DÉCISION A ÉTÉ PRISE SANS AUCUNE CONCERTATION»

Au siège de l'agglomération, à Beauvais, ce jeudi soir, les maires ne partagent pas l'avis de La Poste. «Son objectif avoué est de ne laisser en place que deux boîtes pour 1 000 habitants», dévoilent-ils dans la motion qu'ils ont voté. «Pour les habitants de nos villages, en particulier ceux qui résident dans des hameaux situés à quelques kilomètres du bourg, c'est la suppression d'un service public important, une suppression de plus. Et elle touche justement des personnes qui, souvent, n'utilisent pas ou peu internet, ont parfois des difficultés à se déplacer et ont tout de même besoin de poster leur courrier», estiment les maires.

Surtout, contrairement à ce qu'avance La Poste, ils disent que



Le facteur passe presque tous les jours devant la boîte aux lettres de Tirmont. Mais les habitants ne peuvent plus y glisser leur courrier.

cette décision est à sens unique. «Cette décision a été prise sans aucune concertation avec les maires des communes concernées et, apparemment, sans échanger avec les personnels de La Poste qui sont sur le terrain, au contact des habitants, écrivent les maires dans leur motion. C'est donc par un simple appel téléphonique que les élus ont été récemment prévenus de la suppression des boîtes postales excédant le quota de 2 pour 1 000 habitants. Sans confirmation officielle ni information du public, les boîtes qui vont être retirées sont d'ailleurs déjà scotchées !»

Enfin, cette décision est d'autant plus incompréhensible pour les édiles du Beauvaisis que, comme l'ont fait remarquer le maire et les habitants de Montchevreuil, «ces équipements n'ont quasiment aucun coût d'entretien et de fonctionnement». On pourrait donc n'être qu'au début de cette bataille pour les boîtes aux lettres rurales.

Nicolas AUBOUIN

Oise Hebdo

Rédaction Compiègne
26, rue de Harlay 60200 COMPIÈGNE
tél : 03 44 20 27 15
oisehebdo@oisehebdo.fr
Rédaction Beauvais
bvs@oisehebdo.fr
Rédaction Creil
ccs@oisehebdo.fr

édité par la Société de Presse de l'Oise
S.A. au capital de 1667 euros
26, rue de Harlay 60200 COMPIÈGNE
RCS 393 372 164 COMPIÈGNE
Actionnaires : Vincent Gérard (60%),
Com'Sol (40%)

Directeur de la publication :
Vincent Gérard 06.18.00.20.37

Rédacteur en chef :
Frédéric Normand 06.18.41.17.06
Rédacteur en chef-adjoint :
Guillaume Grasset 06.74.08.80.70
Chef d'édition : Fabrice Alves-Teixeira
Chef d'agence : Nicolas Aubouin
Otto Beaumont-Senn, François Nerrand
Laurence Erikson, Aymeric Coupé,
Florent Regnault

Chef de fabrication : Pascal Derozier
Directrice administrative : Gaëlle Ruin
Graphiste/administration :
Delphine Gossellin
Direction de la publicité :
Samia Derriche 06.15.98.21.60
procom@oisehebdo.fr

Tirage : 10 000 exemplaires
Imprimé par Pop (93 La Courneuve),
imprimerie certifiée Imprimvert,
sur papier recyclé.
Numéro CPPAP : 0526 C 87993
ISSN 2780-7800

Membre inscrit à l'ACPM

Journal habilité à publier les annonces
légalisées et judiciaires dans l'ensemble
du département de l'Oise.

Contact légales : aji@oisehebdo.fr
dépôt légal : à parution
Abonnement annuel : 104 euros

ACPM

Bulletin d'abonnement

Oise Hebdo

☐ 1 an (52 N°)...104€ ☐ 6 mois (26 N°)...52€ ☐ 3 mois (13 N°)...26€ ☐ Je souhaite recevoir une facture avec TVA

Nom Prénom

Adresse CP/commune

Tél. Email

Bulletin à découper et à retourner avec votre règlement à Oise Hebdo, 26 rue de Harlay 60200 COMPIÈGNE - Tél : 03 44 20 27 15